

2 Politique

Opposition dite "modérée"/FER

Nzigou Manfoumbi magnifie la "détermination" du chef de l'Etat

O. N.
Libreville/Gabon

Lors de son passage à l'émission "L'invité", produite par la chaîne de télévision privée "TéléAfrica", le président du Front d'égalité républicaine (FER), a estimé que Ali Bongo Ondimba est animé par une "volonté évidente". Dénonçant l'attitude de certains collaborateurs du numéro un gabonais qui bloqueraient ses projets. Non sans revenir sur les Actes du Dialogue politique d'Angondjé et bien d'autres sujets.

LE président du Front d'égalité républicaine (FER), Bonaventure Nzi-

gou Manfoumbi, par ailleurs président en exercice du groupement politique "Alliance nouvelle de l'opposition" (ANO) est passé, récemment, sur la chaîne de télévision privée "TéléAfrica", dans le cadre de l'émission "L'invité". Occasion pour lui d'aborder plusieurs sujets d'actualité. Dans son élan et faisant un état des lieux de la situation du pays, Nzigou Manfoumbi estime que les manquements observés ici et là sont le fait de certains collaborateurs du numéro un gabonais. Magnifiant par contre la volonté et la détermination du chef de l'Etat. "Ali Bongo Ondimba a la volonté et la détermination, a-t-il soutenu. Mais nous observons que certains de ses collaborateurs bloquent des quatre fers les projets de développement

de celui-ci". Et de poursuivre : "Il n'y a qu'à voir comment les actions des membres du gouvernement se font sur le terrain ; c'est la preuve qu'Ali Bongo est très mal entouré". Selon le président en exercice de l'ANO, "les populations ne sont pas dupes, lorsque les collaborateurs du chef de l'Etat vont sur le terrain dire que tout va bien, ils ne disent pas la vérité et c'est l'image du chef de l'Etat qui prend un coup...". Revenant sur le Dialogue politique tenu d'avril à mai 2017, au stade d'Angondjé, Bonaventure Nzigou Manfoumbi relève que "d'impopularités ont été formulées et, sans vouloir donner l'impression de faire pression sur le chef de l'Etat, je l'invite à se faire

violence en mettant en œuvre ces résolutions". S'agissant de la formation d'un nouveau gouvernement tel que recommandé par l'un des Actes des assises d'Angondjé, le leader du FER suggère au président Ali Bongo Ondimba de "faire des choix tenant compte du facteur politique, de l'environnement actuel et de choisir précisément des compatriotes qui ont un sens élevé de la Nation". Par ailleurs, fustigeant une "justice aux ordres" dans notre pays, l'homme propose que celle-ci soit "neutre et indépendante". Sur un tout autre plan, l'invité de "TéléAfrica" est revenu sur l'émission "Complément d'enquête" diffusée sur la chaîne de télévision "France 2", sur le thème "le clan Bongo, une



Photo : Eric Laphéa

Bonaventure Nzigou Manfoumbi, le président du FER, n'aura pas été tendre avec l'entourage du chef de l'Etat.

histoire française". Selon lui, "c'est Robert Bourgi qui l'a commanditée". Et d'ajouter : "Ce n'est pas parce qu'il ne reçoit plus les mallettes de la présidence que Bourgi doit salir les gens".

Après le report des élections législatives

Guy Nzouba Ndama dénonce "une décision dilatoire"

J.K.M
Libreville/Gabon

Tout en stigmatisant une "instrumentalisation de la Cour constitutionnelle", il a réaffirmé la participation de ses troupes au prochain scrutin législatif.

RÉAGISSANT dernièrement chez un de nos confrères en ligne sur le récent report des élections législatives en avril 2018 par la Cour constitutionnelle, le président des Démocrates, Guy Nzouba

Ndama, a dénoncé "une décision dilatoire" en estimant que "le gouvernement veut gagner du temps en pensant que les Gabonais auront oublié ce qui s'est passé en août 2016, tout en pariant sur un épuisement de l'opposition d'ici avril 2018". Stigmatisant au passage "l'instrumentalisation de la Cour constitutionnelle par le gouvernement", l'ancien président de l'Assemblée nationale a avancé que "le cas de force majeure évoqué ne tient pas la route". D'autant que, selon lui, le gouvernement avait suffisamment de temps pour organiser le Dialogue politique en tenant compte

des délais fixés par la Cour. "Les choses ont traîné en longueur pour amener la Cour constitutionnelle à appliquer la volonté du gouvernement", a-t-il déploré. A ses yeux, la mauvaise volonté de l'équipe gouvernementale est d'autant manifeste qu'elle aurait pu mettre en œuvre les résolutions d'Angondjé par ordonnances. Sans oublier le fait que, en tenant compte de l'argumentaire de l'insuffisance de ressources financières évoqué à l'appui de sa requête lors du premier report, le gouvernement a délibérément ignoré qu'il "devait avoir un renouvellement de l'Assemblée nationale à la fin

de l'année". Et d'ajouter : "Les juges constitutionnels se rendent bien compte qu'il y a de la mauvaise volonté de la part du gouvernement à ne pas toujours appliquer les dispositions légales dans les délais requis. Donc la Cour a coupé la poire en deux, en accordant au gouvernement un délai supplémentaire de 9 mois. J'ose espérer qu'il pourra tenir les délais car ce sera très difficile de justifier un autre report". Quoiqu'il en soit, Guy Nzouba Ndama a réaffirmé la participation de sa formation politique à ce prochain scrutin législatif.



Photo : Sylvan Maganga

Le président des Démocrates, Guy Nzouba Ndama, lors d'une récente causerie à Nzeng-Ayong.

Crise socio-politique

Des "comités citoyens" pour sortir de cette situation

SM
Libreville/Gabon

ANGES Kevin Nzigou, jeune avocat gabonais par ailleurs, membre de l'opposition militant de l'Union du peuple gabonais (UPG), a proposé, le week-end écoulé, la création des "comités citoyens" comme solution, pour sortir le Gabon de la crise socio-politique et économique qu'il traverse depuis plusieurs mois. Laquelle s'est accentuée, selon lui, le 31 août dernier suite à l'annonce des résultats de la Présidentielle 2016. C'est donc motivé par l'ambition de contribuer à cette sortie de crise que ce compatriote a rassemblé, à Nzeng-Ayong, dans le sixième arrondissement de



Photo : D.R

Une assistance nombreuse a fait le déplacement pour l'écouter.

Libreville, un parterre d'acteurs politiques de son bord pour expliquer sa démarche. Il s'agirait, selon lui, de plusieurs structures constituées d'un regroupement de personnes dans chaque quartier, appelées à

réfléchir pour le développement et le bien-être de leurs circonscriptions respectives. Ainsi, rapporte notre confrère en ligne "Gabonreview", cet avocat estime que sa sortie à valeur de

coup d'envoi d'une "caravane citoyenne". Laquelle devrait se substituer aux "hommes forts qui ont longtemps embrigadé la cité". Angès Kevin Nzigou y voit là aussi, «l'opportunité de donner aux Gabonais cette



Photo : D.R

Angès Kevin Nzigou lors de son exposé.

condition vitale de l'exercice de la citoyenneté, qui est la liberté de débattre, et donc de savoir et de nommer». C'est fort de cela qu'il a exhorté l'ensemble des compatriotes à intégrer ces structures censées leur

permettre de s'approprier la liberté d'action qui est la leur. Et de déclarer pour conclure : «Je suis convaincu que notre pays a la force, le ressort, l'envie d'avancer, parce qu'il a en puissance le peuple qu'il faut».